



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL**



Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.17/17  
17 avril 1991

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Douzième réunion du Comité technique  
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)  
29 avril - 7 mai 1991

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-sixième session de la Commission/  
dix-septième réunion de la Conférence  
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)  
9 - 13 mai 1991

**L'ETAT DU DEVELOPPEMENT SOCIAL EN AFRIQUE DANS LES  
ANNEES 80 ET PERSPECTIVES POUR LES ANNEES 90 :  
MODALITES DE COORDINATION DES POLITIQUES ET  
APPLICATION DE CES POLITIQUES PAR LES  
INSTITUTIONS DU SECTEUR SOCIAL**

## PREMIERE PARTIE

## INTRODUCTION

1. Le continent africain a, dans les années 80 traversé constamment une crise socio-économique grave et persistante d'une ampleur jamais égalée. Ainsi, les réalisations impressionnantes des pays africains de l'après-indépendance, c'est-à-dire pendant les années 60 et une partie des années 70, ont été perdues ou gravement entamées au cours de la décennie des années 80. Le déclin spectaculaire enregistré dans pratiquement en ce qui concerne tous les aspects du développement socio-économique de l'Afrique a été la conséquence d'une interaction dynamique de facteurs internes et externes. Au plan intérieur par exemple, des catastrophes naturelles persistantes et graves se sont produites, aggravées par des guerres civiles et différentes formes d'instabilité politique. La situation a en outre été aggravée par les déséquilibres et déficiences structurels perpétuels et les échecs des politiques intérieures, illustrés notamment par l'inaptitude à résoudre la question pressante du déclin continu de la production agricole et celle des taux d'accroissement démographique sans précédent. Au plan extérieur, la récession globale et des termes de l'échange défavorables ont notamment accentué la dépendance économique du continent vis-à-vis d'un système économique mondial peu favorable. La crise chronique de la balance des paiements et l'aggravation du problème de la dette extérieure sont des manifestations de cette dépendance. Au cours des dernières décennies par exemple, les exportations agricoles ont accusé une baisse brutale de plus de 3 % par an. En conséquence, la part des exportations africaines dans le volume global des échanges mondiaux est tombée de 2,4 % en 1970 à 1,7 % en 1985. En dépit de la hausse rapide des prix du pétrole de 25 % en 1989, la chute des cours à l'exportation des produits de base autres que les hydrocarbures ont eu des effets dévastateurs sur les économies d'un certain nombre de pays. Face à la baisse des cours des produits de base, de nombreux pays africains ont eu recours à l'emprunt extérieur massif pour maintenir les niveaux de dépenses rendus possible par les progrès fulgurants antérieurs. La dette de l'Afrique subsaharienne a augmenté plus vite que celle des autres régions en développement.

2. S'il est vrai que l'économie africaine a enregistré un léger redressement en 1989, la tendance générale a néanmoins été un déclin continu et persistant de l'activité économique et une croissance négative du PIB pendant la période 1980-1987. En outre, les pays africains au Sud du Sahara connaissent depuis pratiquement une décennie une baisse du revenu par habitant. Les contraintes en matière de production, conjuguées à des politiques économiques peu appropriées, se sont traduites par une crise alimentaire persistante et une baisse des coefficients d'auto-suffisance, ce qui a plongé des millions d'Africains dans la misère. Les pénuries alimentaires ont eu pour conséquences une dépendance accrue vis-à-vis de l'aide alimentaire et la hausse des importations alimentaires. En 1986, un africain sur cinq dépendait de l'aide alimentaire pour sa survie.

3. L'intensification de la crise socio-économique africaine dans les années 80 a rendu nécessaire l'adoption de certaines mesures d'ajustement et de redressement dans la plupart des pays africains. Ainsi, en 1987, pratiquement 60 % de l'ensemble des pays africains appliquaient des programmes d'ajustement structurel classiques (PAS) parrainés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Ces programmes ont eu à leur tour des effets catastrophiques sur le secteur social en Afrique en raison de l'importance accordée par exemple à l'équilibre de la balance des paiements. En conséquence, des domaines d'une importance cruciale pour le développement social tels que la santé, l'enseignement, l'emploi, l'alimentation et la nutrition notamment, se sont rapidement dégradés dans la mesure où les gouvernements ont été obligés de réduire considérablement les dépenses dans un secteur aussi vital pour la croissance et le développement durables ainsi que pour la transformation structurelle à long terme. L'objectif

principal dans le présent rapport est par conséquent de mettre en relief les incidences majeures de la crise des années 80 sur le développement social en Afrique et d'examiner les perspectives pour les années 90. A cet effet, le rapport se divise en deux grandes parties comme suit : la première partie traite brièvement des questions interdépendantes que sont la population, l'enseignement, la santé et la nutrition, l'emploi, les revenus et la pauvreté, les groupes sociaux vulnérables de la société et finalement, la structure et la fonction de la famille africaine. La seconde partie examine les perspectives pour les années 90, les modalités pour la coordination des politiques et l'application des politiques par les institutions du secteur social. Cette partie contient également des recommandations et des récapitulatifs ainsi que la conclusion du rapport.

## I. DYNAMIQUE DE LA POPULATION

4. Au cours des dernières années, le taux de croissance démographique en Afrique a été plus élevé que partout ailleurs dans le monde. Cette croissance est essentiellement le résultat des taux de croissance accélérés enregistrés en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, qui devraient atteindre un chiffre record de 3,1% et 3,3% respectivement dans les années 90. La population de l'Afrique centrale contribue également de manière considérable à ce taux de croissance démographique élevé qui accuse une hausse, passant de 1,9% pendant la première moitié des années 80 à 2,9% au cours de la période 1985-1990. Avec un taux de croissance global de 3,01% dans les années 90, la population totale de l'Afrique devrait doubler dans environ 23 ans.

5. La répartition en différents groupes d'âge d'une population détermine le coefficient de dépendance, c'est-à-dire le fardeau qui pèse sur la population active devant subvenir aux besoins des plus jeunes et des personnes âgées. Les pays africains ont le coefficient de dépendance le plus élevé, avec pratiquement 50% de la population âgée de moins de 15 ans. En dépit des fluctuations entre les régions, la population infantile africaine âgée de 0 à 14 ans représente environ 44% de la population totale. Bien que le nombre d'enfants augmente constamment en Afrique, leur proportion dans la population totale est en une baisse depuis 1970 suite à des changements en ce qui concerne la fécondité. En Afrique, la population de jeunes représentait 19,1% de la population en 1980. Ce pourcentage est tombé à 19% en 1990 et devrait se situer encore à 19,5% en l'an 2000. Selon la revue Perspectives d'avenir de la population mondiale, le vieillissement ne constitue pas une préoccupation immédiate en Afrique. Les personnes âgées représentaient 3,2% en 1990 et devraient atteindre 3,3% en l'an 2000. Une conséquence inévitable d'une population extrêmement jeune (fardeau de dépendance) est le fait qu'elle exerce des pressions anormales sur les infrastructures déjà limitées et trop sollicitées, en particulier dans le domaine de l'enseignement, de la santé et du logement.

6. L'espérance de vie est très faible en Afrique. Quatre pays ont encore une espérance de vie inférieure à 45 ans. Seuls 20 Etats africains ont atteint une espérance de vie s'établissant entre 50 et 60 ans, et seulement 11 pays ont atteint des chiffres supérieurs à 60 ans. En outre, les taux de mortalité infantile les plus élevés pour la période 1980-1985 de par le monde étaient par exemple de 116 pour 1000 naissances en Afrique et de 83 en Asie. Cependant, il existe de légères variations entre les sous-régions en Afrique. Les régions de l'Afrique du Nord et de l'Afrique australe ont déjà réalisé beaucoup plus de progrès pour ce qui est d'accroître l'espérance de vie et réduire les taux de mortalité infantile.

7. En 1985, 18% de la population africaine vivaient en zone urbaine tandis que pour les autres pays moins avancés le taux était de 16%. Les trois pays les moins avancés qui ont plus de la moitié de leur population vivant dans une zone urbaine étaient en Afrique les suivants : Cap-Vert,

Djibouti et Guinée. Depuis 1975, l'Afrique a enregistré le taux d'urbanisation le plus rapide du monde. Entre 1975 et 1985, la population urbaine africaine a augmenté de plus de 70%. La population urbaine africaine croît à un rythme de 5%, le taux le plus élevé du monde. En dépit des variations entre régions, il existe une augmentation rapide de la proportion de population urbaine, de moins de 32% en 1985 à plus de 40% en l'an 2000. En Afrique du Nord et en Afrique australe, on s'attend à ce qu'elle constitue la moitié et plus de la moitié de la population totale respectivement. Cette augmentation est essentiellement due à un important exode rural.

## II. SITUATION EN CE QUI CONCERNE L'ENSEIGNEMENT ET L'ALPHABETISATION

8. Des efforts considérables ont été déployés en vue du développement de l'enseignement de type classique et non classique au cours des 15 premières années qui ont suivi l'indépendance en Afrique. D'énormes investissements globaux sous forme d'installations et d'équipements, de ressources humaines et financières ont été effectués dans le secteur. Malheureusement, les bénéfices ont été sans commune mesure avec le coût énorme encouru. En outre, les politiques coloniales d'enseignement déficientes et leur maintien au cours des deux premières décennies de la période suivant les accessions à l'indépendance ont fortement marqué l'enseignement et sapé les tentatives des Etats africains visant à réformer et à étendre l'enseignement au cours des années 80. Ces circonstances ont préparé le terrain à la perte de vigueur et à la dégradation rapides du système d'enseignement au cours de la dernière décennie.

9. A la suite de la pression démographique et de l'accroissement de la population d'âge scolaire qui en a résulté, la croissance annuelle du nombre total d'étudiants est tombée de 8,1% pour la période 1970-1980 à 3,9% pour la période 1980-1987. Le déclin était plus accentué pour l'enseignement primaire où le taux de croissance annuel est tombé de 7,3% à 2,6% pendant la même période. Les chiffres correspondant pour l'enseignement secondaire étaient de 11,9% à 8,5% et pour le niveau universitaire de 13,1% à 7,7%. On a enregistré en outre une baisse encore plus brutale dans la croissance des écoles primaires dont la demande était plus forte que pour les établissements secondaires et universitaires.

10. La mise en place de programmes d'enseignement non classique et d'alphabétisation au cours des années 80 n'a pas été assez rapide pour pallier les lacunes du système d'enseignement de type classique. Ainsi, s'il est vrai que le taux d'alphabétisation a augmenté au cours de la dernière décennie, il n'en demeure pas moins que le nombre d'illettrés continue d'augmenter dans la mesure où les parents gardent leurs enfants à la maison par manque de moyens tandis qu'à ces derniers viennent s'ajouter ceux qui s'inscrivent dans les écoles mais ne peuvent y rester suffisamment longtemps pour devenir des personnes instruites. Les données disponibles indiquent par exemple que l'incidence de l'alphabétisation des adultes est très forte en Afrique (avec un taux aussi élevé que 60%). Le pourcentage de personnes instruites était le plus élevé en Afrique de l'Est et en Afrique australe, suivie par l'Afrique centrale; il atteint son niveau le plus faible en Afrique de l'Ouest. Bien entendu, le taux était, encore une fois, plus élevé pour les garçons que pour les filles, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique du Nord enregistrant les pourcentages les plus faibles.

11. La décennie des années 80 a vu une baisse brutale des dépenses de la région par habitant dans le domaine de l'éducation, celles-ci étant passées de 41 millions de dollars en 1980 à 15 millions en 1988. Les réductions les plus draconiennes ont touché les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement pour l'acquisition de fournitures, de mobiliers, de matériels pour les laboratoires de science et pour les travaux de réparation et d'entretien. Le coût de la rénovation des établissements d'enseignement en dégradation est devenu prohibitif pour de nombreux pays.

En outre, les dépenses publiques pour tous les ordres d'enseignement sont déséquilibrées en faveur de l'enseignement supérieur. Cependant, la hausse des coûts unitaires n'a pas semblé s'accompagner d'une amélioration marquée de la qualité de l'enseignement. Ainsi, la contribution que devrait apporter l'enseignement au redressement et au développement socio-économique de l'Afrique est limitée en raison des facteurs suivants: mauvaise infrastructure, ressources et formation des enseignants, et le risque d'un gaspillage des ressources humaines du fait de la non-fréquentation des écoles, en particulier au niveau primaire et de la part des pauvres et des groupes sociaux vulnérables ainsi que les taux d'abandon accrus en particulier parmi les filles pour lesquelles les taux de réduction des effectifs à l'école primaire étaient les plus élevés.

12. En outre, un accès inégal à l'enseignement et au système éducatif est devenu source de conflits sociaux et politiques. A tous les niveaux, les enfants des familles plus démunies sont en ce qui concerne l'accès aux écoles de meilleure qualité défavorisés par rapport aux enfants de milieux aisés; de même les enfants des zones rurales sont également défavorisés par rapport à ceux des zones urbaines même en ce qui concerne l'accès aux écoles publiques. Les disparités régionales pour ce qui est de l'accès aux possibilités d'enseignement sont tout-à-fait remarquables dans certains pays en particulier lorsqu'elles vont de pair avec des préjugés ethniques et/ou religieux.

### III. SANTE ET NUTRITION

13. Les données disponibles sur l'état de la santé en Afrique dans les années 80 indiquent que de graves menaces pèsent sur la population africaine en matière de santé. La famille est le principal pourvoyeur de soins de santé et tout particulièrement la mère. Parmi les conditions cruciales permettant à la mère d'engendrer des enfants en bonne santé se trouve notamment sa propre condition physique. Dans 12 pays sur 24 pour lesquels des données sont disponibles, le taux de mortalité maternelle est bien supérieur à 500 pour 100 000 naissances vivantes contre 44 en Chine et 90 à Sri Lanka. En 1987, le taux de mortalité maternelle était de 1000 au Ghana et de plus de 1000 en Somalie. Chaque année, environ 150 000 mères meurent en Afrique et le même nombre souffre d'infirmités permanentes dues aux complications de la grossesse et de l'accouchement.

14. Les conditions de l'enfant en ce qui concerne la santé, se sont également détériorées considérablement au cours des années 80. Les données disponibles sur le taux de mortalité infantile indiquent clairement que le taux de mortalité infantile demeure beaucoup plus élevé que partout ailleurs dans le monde. En 1988 par exemple, 22 des 34 pays du monde en développement ayant un taux de mortalité infantile supérieur à 100 pour 1000 naissances se trouvaient en Afrique. Ainsi, bien qu'il y ait eu une certaine réduction du taux de mortalité infantile entre 1960 et 1988, le taux enregistré dans 20 de ces pays en 1988 était très élevé, s'établissant entre 171 et 116 pour 1000 naissances vivantes. En 1988, sur les 30 du monde ayant un taux de mortalité infantile des moins de 5 ans supérieur à 170 pour 1000 naissances vivantes, 20 se trouvaient en Afrique. En dépit de la baisse du taux de mortalité infantile des moins de 5 ans entre 1960 et 1988, 38 pays africains avaient enregistré en 1988 un taux de mortalité infantile des moins de 5 ans s'établissant entre 107 et 300 pour 1000 naissances. La détérioration de l'état de santé de la population africaine s'est accentuée en 1989 en raison des réductions draconiennes et de l'insuffisance des ressources et du financement qui a touché le secteur de la santé dans de nombreux pays africains. Les dépenses de santé par exemple, en pourcentage du PIB, ont accusé une baisse dans sept pays, stagné dans un pays et augmenté dans sept autres pays. Cependant, pour la région toute entière,

la part de la santé dans les dépenses publiques de fonctionnement, qui s'établissait à 25,2 % en 1986 est tombée à 23,1 % en 1987 et à 19 % en 1988.

15. La propagation générale du SIDA et du HIV, en tant que défi à la santé publique a aggravé l'état de santé déjà précaire de la population africaine. A la date du 31 décembre 1988, un nombre total de 32 480 cas de SIDA avait été signalé dans 42 pays africains dont 18 635 cas pour l'année 1988. Ces données ne brossent cependant pas un tableau exact de l'incidence et de la fréquence de la maladie car pour toute l'année 1989 par exemple seuls 5 523 cas ont été signalés.

16. L'incidence du SIDA, sur les plans des souffrances humaines, des coûts pour les services de santé et d'incidence sociale sont considérables. Ainsi la pandémie du SIDA est un défi majeur en matière de santé pour l'Afrique au cours des années 90; elle pourrait affecter de nombreux domaines de la politique sociale. Le SIDA représente également une menace en ce qui concerne l'incidence du HIV et du SIDA sur les jeunes personnes et les enfants et pourrait entraîner une baisse de l'espérance de vie dans plusieurs pays et accroître par la même occasion le taux de mortalité infantile; ainsi certains progrès réalisés dans la réduction de la fécondité pourraient être anéantis. S'agissant des coûts sociaux et économiques, lorsque des nombres importants de membres productifs de la société sont atteints - environ 75 % à 90 % des cas de SIDA se déclarent parmi les jeunes âgés de 20 à 40 ans - le SIDA prive la société de leur contribution économique et sociale. La structure et la fonction de la famille sont menacées aussi bien par l'infection que par la perte des mères et des pères. Leur maladie et leur mort signifient perte de productivité, de capital humain et de soutien pour les enfants et les personnes âgées. En outre leur entretien épuise les ressources déjà maigres aussi bien des familles que des structures sanitaires. Certes les efforts médicaux et sanitaires au niveau international sont axés sur la lutte contre cette épidémie, cependant, jusqu'à ce que la recherche produise des résultats concrets, la prévention demeure actuellement la seule arme efficace. Des programmes d'éducation et d'information du public sont indispensables et demeurent les seules armes à ce stade pour lutter contre le HIV et l'épidémie du SIDA.

17. La crise alimentaire en Afrique, jointe aux sécheresses et aux famines des années 80 avait eu une incidence considérable sur l'état de la nutrition dans la région. L'état nutritionnel dans un pays donné dépend tant de la disponibilité alimentaire que de l'accessibilité alimentaire. Ainsi, l'insécurité nutritionnelle en Afrique n'est pas simplement une question de pénurie alimentaire en termes généraux. La ration quotidienne de calories par habitant a baissé dans dix pays sur les 16 pour lesquels des informations complètes sont disponibles pour la période 1980-86. Par ailleurs, la proportion du revenu des ménages consacrée à l'achat de vivres et de céréales a considérablement diminué entre 1980 et 1985 dans 14 pays sur lesquels des données sont disponibles. Les déficiences alimentaires ont eu tendance à être particulièrement graves chez les enfants et parmi la population rurale.

## VI. EMPLOI, REVENU ET PAUVRETE

### A. Emploi

18. Dans toute la documentation sur l'emploi en Afrique, on a signalé une dégradation considérable de la situation de l'emploi au cours des années 80. La tendance fortement marquée à la détérioration de l'emploi productif est illustrée par la baisse des taux de l'activité pour toutes les sous-régions entre 1981 et 1987. Les données disponibles indiquent qu'en dépit d'une légère hausse de l'emploi total dans les années 70, une stagnation a été enregistrée dans les années 80 et

la situation globale de l'emploi s'est détériorée davantage en accusant une baisse de 16% entre 1980 et 1987. En dépit de la position centrale qu'elle occupe dans les économies et sociétés africaines (l'agriculture occupe environ les deux tiers de la population active et 80% de la population active féminine), la situation de l'emploi agricole a connu un grave déclin au cours de la seconde moitié des années 80. Il existe une forte concentration de la population active dans le secteur agricole, excepté en Afrique du Nord où l'on constate un degré de différenciation sectorielle plus élevé. Cependant le déclin enregistré dans les possibilités d'emploi agricole devrait être lié aux taux de sous-emploi élevés, en particulier dans le domaine de l'agriculture de subsistance où la productivité est faible. Tous ces facteurs ont fait des zones rurales la source du problème de l'emploi en Afrique.

19. Etant donné que l'agriculture constitue le secteur le plus important des économies des pays les moins avancés (PMA), aussi bien en ce qui concerne le nombre de personnes employées dans le secteur que la part absolue du secteur dans le PIB, la performance du secteur agricole dans les PMA africains pour ce qui est de l'absorption de la main-d'oeuvre est encore plus alarmante. Pour les 28 PMA africains en tant que groupe, le taux de croissance du PIB agricole est passé de 0,87% dans les années 70 à 0,42% seulement au cours de la période 1980-1987. La productivité de l'agriculture et le développement des possibilités d'emploi dans les zones rurales sont de plus en plus limités en raison de la pression exercée par la population, la dégradation de l'écosystème, la vulgarisation limitée de la technologie, les contraintes d'ordre institutionnel et des politiques gouvernementales peu appropriées.

20. Les données disponibles ont indiqué que seule une petite fraction des nouveaux travailleurs faisant leur apparition sur le marché du travail chaque année sera en mesure de trouver un emploi dans le secteur moderne, même dans le cadre des scénarios les plus optimistes. Il n'y avait que 10% de la population active en 1985 qui avaient un emploi salarié dans le secteur moderne. Par ailleurs, l'emploi salarié dans le secteur moderne a considérablement diminué dans un certain nombre de pays africains depuis 1980. Ainsi, dans 13 pays pour lesquels des données sont disponibles, le taux moyen de croissance a accusé un ralentissement en passant de 2,8% par an pendant la période 1975-1980 à 1,1% entre 1980 et 1985. Cinq pays ont même affiché un déclin de l'emploi rémunéré (Swaziland, Zambie, Côte d'Ivoire, Gambie et Niger) et seulement deux (Botswana et Zimbabwe) ont affiché une croissance peu significative entre 1980 et 1985; en outre, neuf pays ont enregistré une réduction nette des possibilités d'emploi salarié industriel. Ainsi une diminution de l'emploi rémunéré du secteur moderne a été signalé dans la majorité des pays africains.

21. La réduction du nombre de travailleurs et d'employés de la fonction publique a rendu la situation encore plus précaire en jetant au chômage des millions de personnes au cours de la période 1985-1987. L'industrie n'a pas été réorientée vers des stratégies à forte intensité de main-d'oeuvre qui lui auraient permis d'absorber une plus grande proportion de la population active en croissance rapide. Ainsi, la croissance de l'emploi dans le secteur industriel s'est ralentie en passant de 2,4% pendant la période 1975-1980 à 0,1% seulement pendant la période 1980-1985. L'incapacité de l'industrie manufacturière à absorber la population active urbaine croissante est encore plus prononcée dans les PMA africains. Les données recueillies dans un échantillon de huit PMA indiquent que la croissance de l'emploi a accusé un grand retard par rapport à la croissance de la production industrielle, excepté au Botswana. Le taux d'absorption de main-d'oeuvre dans le secteur manufacturier est tombé bien en dessous du taux de croissance de la population urbaine au Bénin, au Burkina Faso, en Gambie, en Somalie, en République-Unie de Tanzanie et au Malawi. En outre, la croissance de la valeur ajoutée manufacturière a été supérieure au taux de croissance

démographique au Botswana, au Burkina Faso et en Ethiopie. Dans cinq pays (Bénin, Gambie, République-Unie de Tanzanie, Malawi et Somalie), la croissance démographique a excédé le taux de croissance de la production manufacturière. Le développement de la production industrielle et la création d'emplois n'ont pas été proportionnels à l'importance des ressources affectées à ces secteurs.

22. La situation de l'emploi aussi bien dans le domaine de l'emploi salarié moderne que dans celui de l'agriculture a engendré des problèmes de chômage incontestables dans la région, en particulier dans les zones rurales. Les informations disponibles sur le chômage urbain dans la région à la fin des années 80 indiquent que son taux s'établissait entre 15 et 20%, en hausse par rapport au taux de 10% enregistré vers le milieu des années 70. Ceci signifie en termes absolus qu'il y a approximativement 9 millions de chômeurs urbains en Afrique subsaharienne. Ce nombre croît à un rythme excessivement élevé. Il est estimé actuellement que la population de chômeurs croît à un taux de 10% ou plus par an, contre un taux estimatif de 6% par an pour les années 60. Le profil social des chômeurs révèle deux caractéristiques importants, à savoir leur jeunesse et leur niveau d'instruction élevé.

23. La croissance extrêmement lente de l'emploi du secteur moderne ainsi que la nature sociale du chômeur ont amené les petites et micro-entreprises, existant essentiellement en ce moment dans le secteur non structuré, à absorber environ la moitié des nouveaux arrivants dans la population active. On estime que 61% de la population active urbaine sont actuellement employés dans le secteur non structuré.

## B. Revenus

24. Le déclin enregistré par l'activité économique au cours des années 80 s'est reflété dans les baisses constantes du revenu par habitant qu'ont connues les pays africains dans leur ensemble. Le revenu par habitant a baissé à un taux moyen annuel de 3,4% pendant la période 1980-1986. La chute considérable des niveaux globaux du revenu africain vers le milieu des années 80 a accentué la disparité des revenus existant entre les différents groupes socio-économiques. Certaines estimations indiquent qu'en moyenne, le ratio des revenus urbains par rapport aux revenus ruraux est de 4:1, et le fossé continue de s'élargir. Cependant il importe de noter que les groupes géographiques de revenus ne sont pas homogènes. En d'autres mots, les zones rurales peuvent comprendre de grands exploitants agricoles riches, les zones urbaines blanches sont peuplées d'ouvriers pauvres, non qualifiés et marginaux avec des revenus très faibles. Etant donné la baisse brutale des revenus par habitant, qui a considérablement stimulé la compétition entre groupes socio-économiques au niveau des revenus, les disparités de revenus dans la région peuvent actuellement être considérées comme les plus élevées dans le monde. Les informations disponibles sur la répartition des revenus dans sept pays africains, bien que fragmentaires, indiquent que dans certains de ces pays, les 20% en haut de l'échelle des groupes socio-économiques accaparaient entre 50 et 61% des revenus totaux tandis que les 40% du bas de l'échelle gagnaient entre 9% et 12% au milieu des années 80.

25. Une considération pertinente quant à la structure de la répartition des revenus est la chute brutale intervenue au niveau des salaires réels et son incidence sur les travailleurs à faibles revenus. Ceci est d'autant plus important que la population active africaine est tributaire de l'emploi salarié comme source majeure de revenus. Une étude de la Banque mondiale sur les pays africains au Sud du Sahara indique que seul un pays a signalé une hausse modeste du niveau des salaires réels. Tous les autres pays ont enregistré des baisses considérables. Les salaires réels ont baissé

beaucoup plus rapidement que le revenu par tête et avaient enregistré une chute moyenne d'environ 30% entre 1980 et 1986. Ces chutes ont été particulièrement graves dans les PMA et appliquaient des PAS classiques (Soudan, Somalie, République-Unie de Tanzanie, Gambie par exemple). Ceci a entraîné une perte considérable du pouvoir d'achat des travailleurs salariés et l'incidence a été plus forte sur les travailleurs à faible rémunération qui pouvaient difficilement assurer leurs besoins alimentaires.

### C. L'incidence de la pauvreté

26. Compte tenu de la progression du chômage, du déclin des revenus par habitant et des rémunérations réelles, l'incidence de la pauvreté s'est accrue en Afrique. Sans entrer dans la controverse conceptuelle sur la pauvreté, le pauvre est défini comme celui qui vit au dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire le niveau de revenu au dessous duquel un individu ou un ménage ne peut subvenir, sur une base régulière, à ses besoins fondamentaux. Certes, on a noté une chute dans la proportion d'Africains vivant au dessous du seuil de pauvreté dans les zones urbaines, de 32 à 29% entre 1975 et 1985; néanmoins le nombre d'individus vivant dans la pauvreté a considérablement augmenté, passant de 26 à 47 millions au cours de cette même période du fait que la population urbaine elle-même s'est rapidement accrue. Par ailleurs, on a enregistré une croissance rapide de la pauvreté rurale au cours de la même période, de 50 à 58%. Des données récentes sur la proportion de la population vivant au dessous du seuil de pauvreté dans 23 pays africains soulignent encore plus l'incidence de la pauvreté rurale. Ainsi, dans plus de la moitié de ces pays (12), la proportion de la population rurale vivant au dessous du seuil de pauvreté s'établit entre 65 et 91%. Il convient de noter que les pauvres ruraux constituent un groupe hétérogène comprenant les sans-terre, les nomades et les pasteurs ainsi que les pêcheurs; cependant ils partagent les mêmes handicaps que sont notamment des avoirs limités, la vulnérabilité écologique, le manque d'accès aux services et infrastructures publics, en particulier l'enseignement et les soins médicaux.

## V. GROUPES SOCIAUX VULNERABLES DE LA SOCIÉTÉ

27. L'examen rapide fait plus haut de l'état du développement social en Afrique au cours des années 60, aussi alarmant soit-il, indique qu'en outre, la répartition des maigres ressources entre les différents groupes socio-économiques est manifestement inégale. Ceci a des effets catastrophiques sur le développement social en Afrique. Ainsi, le processus de développement socio-économique et l'évolution politique de la région ont exposé certains groupes à la vulnérabilité, à la pauvreté et aux privations sociales perpétuelles. Et cependant, de nombreux gouvernements africains ont, dans différentes instances, affirmé le fait qu'un développement durable et une transformation structurelle à long terme du continent seraient impossibles sans l'intégration totale de ces groupes aux efforts de développement. Comme on le constate souvent il y a toujours eu un fossé entre les politiques définies et la pratique réelle. La section ci-après traite, quoique brièvement, des conséquences de la mise à l'écart d'une large couche de la population - définie ici comme les groupes vulnérables - des stratégies majeures de développement.

### A. Les femmes et le développement social

28. Les femmes d'une manière générale se heurtent à deux difficultés majeures qui ont considérablement affecté leur statut social général dans la société : a) les préjugés culturels et idéologiques enracinés par les institutions traditionnelles et les coutumes sociales, b) les barrières institutionnelles et juridiques qui entravent l'émancipation de la femme. Ces deux obstacles

empêchent les femmes de participer activement et pleinement à la vie culturelle, sociale, économique et politique de leurs pays respectifs. Des études relatives au développement social doivent tenir compte de la condition des femmes appartenant à différents groupes et classes socio-culturels dans chaque pays.

29. Un accès égal à l'éducation pour les femmes est un facteur crucial pour leur pleine participation effective au processus de développement. Cependant, bien que la proportion de filles, âgées de 6 à 11 ans, inscrites dans les écoles dans les années 80, se soit montée à 57 %, le nombre de filles non inscrites dans les écoles demeure considérablement plus élevée que le nombre de garçons. Les données de l'OIT indiquent qu'il existe une grande variation dans les taux bruts d'inscription entre le Lesotho, le Zimbabwe et le Kenya avec des taux de 127, 126 et 93 respectivement, et le Mali, la Guinée, le Burkina Faso, l'Ethiopie et le Tchad avec des taux de 17, 18, 24, 28 et 29 respectivement pour la période 1986-1988. Cependant, les taux d'inscription de filles sont généralement plus faibles que ceux de garçons même dans les pays ayant des taux bruts d'inscription élevés.

30. La disparité dans le domaine de l'éducation entre filles et garçons engendre un coût social et économique très élevé pour un pays quel qu'il soit. Les statistiques indiquent que l'éducation de la mère est peut-être le facteur le plus important pour la santé et la nutrition de la famille et que l'éducation favorise la productivité agricole. Ainsi, étant donné que la plupart des producteurs de denrées agricoles sont des femmes, l'éducation fondamentale devrait améliorer leurs possibilités de génération de revenus et leur pouvoir de décision au sein du ménage. En outre, il a été prouvé que même quelques années d'enseignement à l'école primaire étaient suffisantes pour limiter la fécondité des femmes, soit directement en les sensibilisant davantage au problème de la contraception, soit indirectement en réduisant la demande d'enfants, car alors les femmes jugent important le gain de recettes accrues, soit alors en élevant l'âge au mariage et en réduisant ainsi le nombre d'années de procréation.

31. Le mauvais état de santé de la population africaine dans les années 80 a déjà été souligné. Les femmes connaissent plus de problèmes de santé que les hommes, elles ont un accès plus limité aux services sanitaires curatifs et préventifs. Les services sanitaires africains, en particulier dans les zones rurales sont insuffisants aussi bien pour les hommes que pour les femmes, cependant le manque général de mobilité de la femme, contrairement à l'homme, limite encore davantage son aptitude à se rendre dans un centre sanitaire (pour la vaccination par exemple). Ainsi, les pressions exercées sur l'emploi du temps des femmes ont des effets négatifs sur l'efficacité des soins de santé. En Afrique par exemple plus de filles que de garçons meurent avant les âges de 1 et 4 ans, un contraste frappant avec les pays industrialisés où les décès de garçons sont plus de 20 fois plus élevés que ceux des filles. Ceci illustre les structures socio-culturelles qui engendrent une discrimination à l'égard de la femme. Cette discrimination se fait sous différentes formes. Nous avons par exemple déjà souligné le taux de mortalité maternelle élevé qui indique une fois de plus que la femme pourrait ne pas bénéficier des mêmes soins de santé et nutritionnels que l'homme.

32. Une participation accrue de la femme a été reconnue par tous les Etats africains, en dépit du fait qu'on sous-estime la contribution économique de la femme au ménage et à l'économie de subsistance en tant qu'ouvrière familiale non salariée. Les taux de participation à la population active sont plus élevés pour les hommes que pour les femmes, excepté pour la tranche d'âge des 15 - 19 ans à cause d'un taux de scolarisation plus élevé pour les garçons que pour les filles au niveau du secondaire. La disparité entre les sexes varie selon l'endroit. Dans les zones rurales, le taux d'activité est plus élevé pour les femmes tandis que le contraire s'avère vrai dans les zones

urbaines. Cependant, l'emploi salarié féminin semble avoir augmenté de manière constante au cours des dernières années. Les informations fondées sur un échantillon de neuf pays indiquent que la proportion de femmes dans l'emploi salarié total est passée de 15,8% en 1975 à 17,9 et 19,1% en 1980 et 1985 respectivement. Cependant il conviendrait de noter que cette croissance relative (1,2%) était plus faible pour la période 1980-1985 que pour la période 1975-1980 (2,1%). Ceci indique que l'accès des femmes à l'emploi salarié - quoiqu'en progression - a été mis en péril par la crise économique des années 80.

33. En dépit de ces changements, plus des deux tiers des femmes africaines sont encore employées dans le secteur de l'agriculture. Toutefois, les femmes sont considérablement désavantagées, tout comme la population rurale, et doivent également faire face à un volume de travail énorme. Les femmes sont en même temps mères, cultivatrices, productrices de vivres, elles font de l'élevage et vont chercher de l'eau, etc. Très souvent, les femmes ne possèdent pas de terres. En raison de leur volume de travail excessif et fréquent, les femmes n'ont pas la possibilité de participer pleinement aux activités sociales qui sont sous la houlette des chefs de famille mâles. En conséquence, les femmes sont exposées à une exploitation injuste qui se traduit par de longues heures de travail et un niveau de revenu extrêmement faible. La rémunération plus faible des femmes par rapport à celle des hommes est également due à la très forte présence des femmes dans les activités peu rémunératrices à forte intensité de main-d'oeuvre. Par ailleurs, les femmes occupent très rarement des postes de cadres ou de décideurs ou des emplois manuels nécessitant une qualification, ce qui explique en grande partie la raison pour laquelle elles gagnent en moyenne moins que les hommes. Ces conditions difficiles ont rendu la femme dépendante aux plans économique et social, vis-à-vis du chef de famille mâle.

#### B. Réfugiés et personnes déplacées

34. Le nombre de personnes fuyant la persécution (pour des raisons liées à la race, à la religion, à l'origine ethnique ou aux opinions politiques), les conflits internes, les guerres civiles, les catastrophes naturelles et l'effondrement de l'économie rurale dans différentes parties du continent africain a augmenté considérablement au cours des années 80. En 1989, 6 millions sur le nombre estimatif de 14 millions de réfugiés se trouvaient en Afrique et la Corne de l'Afrique en comptait à elle seule au moins 2 millions. Le problème des réfugiés est devenu un des obstacles majeurs entravant le développement social et économique de l'Afrique, en particulier dans les zones rurales. Ainsi, outre les souffrances humaines qu'engendre ce problème pour les intéressés (les réfugiés et les pays hôtes) il existe de graves corollaires notamment le dépeuplement, la réduction de la capacité de production et les risques de pénuries alimentaires susceptibles d'encourager d'autres mouvements de migration de la population. En outre, le fardeau que cela représente pour les pays d'accueil et qui consiste à fournir des vivres, des abris, des habits, des soins sanitaires, une éducation et un emploi rémunérateur est trop lourd à supporter.

35. Les problèmes auxquels se heurtent les réfugiés dans leur nouvel environnement, souvent hostile, ne peuvent pas être passés sous silence, en particulier ceux qui ont des incidences sur le développement social. La population de réfugiés est généralement jeune et comprend une forte proportion d'enfants d'âge scolaire. En Somalie par exemple, les enfants de moins de 5 ans représentaient 60% de la population de réfugiés en 1987. Toutefois, la proportion d'enfants inscrits à l'école était en fait très faible. Au Soudan par exemple seuls 28,9% des réfugiés éthiopiens dans la région australe ont été à l'école en 1988. En dépit de la création d'écoles primaires dans les camps de réfugiés, dans la plupart des pays d'accueil, la pénurie de matériels didactiques, d'enseignants qualifiés et les classes surchargées se sont traduites par des taux d'abandon élevés.

Les réfugiés sont exposés à de graves risques en matière de santé, en particulier à leur arrivée dans les centres d'accueil de réfugiés lorsque la déshydratation, la malnutrition et les jambes et pieds enflés sont des symptômes visibles. Une mission de la Commission des Quinze de l'OUA sur les réfugiés, dépêchée dans 5 pays africains a constaté la fréquence de l'anémie et du scorbut dans de nombreux camps de réfugiés, l'anémie frappant particulièrement les femmes enceintes ou qui allaitent ainsi que les petits enfants. La diarrhée a également été citée comme cause de nombreux décès dans les camps de réfugiés et on a relevé également une forte incidence de la fièvre et de la malnutrition dans les campements. La pneumonie aussi représentait une grave menace pour la santé. Les pénuries de médicaments ont été mentionnées par le personnel local dans les camps de réfugiés respectifs comme étant un grave problème qui entrave la mise en oeuvre des programmes de lutte contre les maladies. Des cas de malnutrition ont été imputés à l'insuffisance des vivres, aussi bien sur le plan de la quantité que celui de la qualité.

36. Ironiquement, les réfugiés africains traversent les frontières en direction de pays pauvres où les taux de chômage sont en hausse. Ainsi, les perspectives d'assurer aux réfugiés un emploi salarié sont généralement peu brillantes. Un problème grave auquel se heurtent les réfugiés, en particulier dans les zones rurales des pays d'accueil est l'adaptation nécessaire aux nouvelles structures d'emploi. Les réfugiés éthiopiens dans les zones rurales du Soudan ont révélé par exemple que la grande majorité (78,5%) s'occupait d'agriculture et d'élevage dans leurs pays respectifs. Toutefois, les types actuels d'emploi des réfugiés ont radicalement changé les types d'emploi antérieurs et actuellement les réfugiés sont tributaires d'un emploi salarié dans les projets agricoles mécanisés ou dans les villes avoisinantes. Le taux de chômage parmi eux atteint 41,2%. En outre, les restrictions aux mouvements des réfugiés continuent d'être un obstacle majeur à leur accès à d'autres possibilités d'emploi.

37. Les luttes intestines, les famines, les sécheresses et les catastrophes écologiques ont engendré un exode massif de la population et des mouvements migratoires à grande échelle à l'intérieur des Etats africains durant les années 80. Les nombres de personnes déplacées sont plus difficiles à évaluer dans la mesure où celles-ci demeurent à l'intérieur de leurs frontières nationales, mais il se pourrait qu'il y ait dans la région jusqu'à 10 millions de personnes déplacées dont le sort n'est toujours pas réglé.

### C. Jeunesse

38. La population de jeunes est la plus importante en Afrique, représentant 11 % de la population mondiale de jeunes en 1984. En outre, les jeunes constituent entre 19 et 25 % de la population totale dans de nombreux pays. Bien que la majorité des personnes jeunes vivent dans les zones rurales, leur taux de migration vers les grands centres urbains augmente constamment. La principale source de préoccupation n'est pas tant la taille de la population de jeunes mais le fait qu'elle représente un réservoir de ressources humaines insuffisamment exploitées. Certes, les personnes jeunes ont traditionnellement rencontré des problèmes dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la vie familiale, de la santé et du logement, toutefois c'est le chômage, selon le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui constitue le problème socio-économique le plus critique en ce qui concerne la jeunesse. Les jeunes sont touchés outre mesure par le problème de l'emploi. Ainsi, la population de jeunes représente entre 60 et 75 % de la population de chômeurs dans la région. Les informations obtenues sur 15 pays africains au sud du Sahara révèlent que le taux de chômage des jeunes est en moyenne plus élevé que celui des adultes. En outre, la majorité de ceux qui sont employés occupent des emplois qui leur offrent peu de chances de bénéficier d'une expérience satisfaisante et enrichissante.

39. Une autre caractéristique importante des jeunes chômeurs est leur niveau d'instruction élevé. Les données disponibles indiquent que les jeunes instruits en Afrique sont de plus en plus enclins à devenir chômeurs que la population active non instruite. Bien que les données relatives à l'emploi, par âge et par niveau d'instruction, fassent défaut, les informations disponibles confirment la thèse selon laquelle les jeunes instruits ne sont pas à l'abri du chômage et qu'ils portent souvent une part disproportionnée du fardeau du chômage. Les faits indiquent également que le taux de chômage parmi ceux qui ont achevé leurs études secondaires est plus élevé que celui qui touche ceux qui ont terminé leurs études primaires.

## VI. L'INCIDENCE DE LA CRISE ECONOMIQUE ET SOCIALE SUR LA FAMILLE

40. La structure de la famille africaine est demeurée relativement stable. Cependant, il existe une tendance nette à la dislocation de la structure traditionnelle et du rôle de soutien de la famille, en particulier dans les centres urbains et dans les zones rurales les plus touchées par la crise économique persistante, la guerre, la sécheresse et les phénomènes connexes de déplacement et de migration. Dans de nombreuses parties de l'Afrique, la dévastation prolongée et périodique de la nature, aggravée par la guerre et le grave déclin économique s'est traduite par la désintégration des familles. Dans la mesure où les familles sont d'importantes productrices de vivres en Afrique, la désagrégation de la famille menace la survie des individus et la viabilité économique des communautés dans les zones rurales. Les réductions budgétaires dans les services sociaux dues aux fortes pressions budgétaires ont réduit la sécurité financière de la population au moment même où elle en avait le plus besoin. Il a en outre été constaté que les fonctions sociales de la famille se disloquaient du fait de ces pressions extrêmes. Dans les conditions normales, la famille élargie et d'autres groupes basés sur les liens de parenté auraient fourni une assistance et constitué un tampon contre ces problèmes d'ordre économique. Toutefois, ces arrangements traditionnels ne sont plus viables dans la mesure où ces familles fuient les sécheresses, les guerres et la famine et dans la mesure où leurs propres ressources sont de plus en plus limitées. Ainsi, des enfants ont été abandonnés par des parents qui ne pouvaient plus subvenir à leurs besoins. La migration de familles et de ménages tout entiers, en quête de secours contre la famine dans des zones d'extrême dénuement, a déraciné des familles et des communautés et a perturbé le système de production et de services en faveur des membres de ces groupes sociaux.

41. Les programmes d'ajustement structurel ont eu une incidence sociale négative sur la situation de la famille africaine et ont créé un dilemme ainsi qu'un cercle vicieux. Dans les cas où une certaine croissance économique a été réalisée, les pays sont devenus de plus en plus endettés et tributaires de ressources financières extérieures et sont moins à même de fournir aux populations les avantages sociaux supposés découler de cette croissance. On a assisté ainsi à un transfert du fardeau financier que représente la satisfaction des besoins fondamentaux du secteur public vers le secteur privé et les familles, qu'ils puissent ou non y faire face. Les programmes d'ajustement structurel ont leurs effets les plus néfastes sur la sécurité et le bien-être de la famille africaine, en raison de la suppression des subventions, du gel et de la baisse des salaires ainsi que de la diminution qui en a découlé des envois de fonds effectués par les travailleurs immigrés des zones urbaines vers les zones rurales.

## DEUXIEME PARTIE

## VII. PERSPECTIVES POUR LES ANNEES 90

42. L'examen des perspectives pour le développement social dans les années 90 se situe dans le cadre de la crise africaine persistante et de la performance peu satisfaisante des Etats africains en ce qui concerne la mise en oeuvre des programmes de redressement et de développement. Ainsi les questions et préoccupations sociales découlant de l'expérience des années 80 se révèlent comme étant les défis majeurs aux politiques sociales et à l'état du développement social au cours des années 90.

43. Une croissance démographique incontrôlée qui atteindra son niveau record vers le milieu des années 90 n'est pas proportionnée au mode d'utilisation des ressources et continuera au cours des années 90 à limiter la capacité des services sociaux de par le continent africain. Elle constituera un fardeau avec des effets catastrophiques sur les ménages, l'épargne publique et compromettra les efforts nationaux visant à améliorer la qualité de la vie; elle aggraverá en outre le problème de la chute des revenus par habitant et des dépenses de santé. En dépit de la baisse projetée aussi bien du taux annuel de croissance démographique que du taux total de fécondité entre 1990 et 2020, la population africaine dépassera 1 milliard en l'an 2020. Etant donné le caractère peu approprié des programmes de planification familiale dans la plupart des pays africains, il est peu vraisemblable qu'une réduction de la fécondité, une hypothèse dans les projections normales, puisse intervenir. La répartition inégale par âge de la population africaine se poursuivra durant les années 90 et aura des implications graves pour le développement social. Entre autres, le fardeau qu'elle impose aux travailleurs est non seulement considérable mais limitera par ailleurs leur capacité de réaliser des investissements productifs.

44. Les mouvements de travailleurs migrants et de personnes déplacées vers les grands centres urbains devraient s'intensifier au cours des années 90 et entraîneront une aggravation de la crise urbaine. L'incapacité à produire et à gérer des infrastructures, services et habitats urbains entraînera la prolifération des bidonvilles, des habitats primitifs et des maladies liées à un environnement insalubre.

45. Etant donné les tendances de la scolarisation au cours des années 80 et en raison de la croissance démographique rapide, l'enseignement primaire universel dans la majorité des pays africains ne sera pas réalisé d'ici la fin du siècle. Cependant, le défi des années 90 à cet égard ne sera pas uniquement la stagnation de la scolarisation mais également la qualité mauvaise et en baisse de l'enseignement. Le problème serait en outre aggravé si la part actuelle des dépenses publiques consacrées à l'éducation devait être maintenue au cours des années 90. Ceci est étroitement lié au volume disproportionné des dépenses publiques consacrées à l'enseignement supérieur. La question de l'égalité d'accès à l'enseignement à tous les niveaux sera au coeur du débat sur l'enseignement au cours des années 90. Les enfants venant de milieux socio-économiques plus pauvres et des régions marginalisées sont considérablement défavorisés, étant admis dans des écoles de niveau plus faible et pris en main par des enseignants peu qualifiés et mal rémunérés. Ainsi, la question de la subvention des enfants riches et urbains au détriment des enfants pauvres et des zones rurales sera au coeur du débat socio-politique sur les possibilités d'enseignement. La répartition inégale de ces possibilités pourrait être la cause de demandes vigoureuses des pays respectifs pour le partage du pouvoir et les avantages économiques.

46. Un défi crucial pour le développement de l'enseignement dans les années 90 sera le nombre croissant d'illettrés. Une question importante à cet égard est l'apparition d'une catégorie d'enfants illettrés en raison essentiellement du fait qu'ils n'ont pas été inscrits à l'école primaire et du fait qu'ils n'aient pas achevé leurs études. La démocratisation de l'enseignement pré-universitaire, l'intensification des programmes d'alphabétisation des adultes et la reconnaissance par les Etats africains de leurs responsabilités en ce qui concerne l'éducation de base de leurs ressortissants constituent les critères objectifs pour évaluer le développement de l'enseignement au cours des années 90.

47. La répartition inégale des nouveaux investissements dans le secteur des soins de santé, dans tout le pays, et le refus à la grande majorité de la population d'accéder aux maigres services qui existent seront une des préoccupations des années 90. L'évaluation des priorités et l'élargissement de la couverture des services sont des défis réels pour le secteur de la santé au cours de cette décennie. Ceci va de pair avec une rationalisation de l'approvisionnement en médicaments, de leur vente ainsi que l'utilisation de la main-d'oeuvre dans le secteur de la santé en vue d'accroître l'efficacité tout en réduisant les coûts.

48. Les menaces qui pèsent sur la vie des femmes et des enfants placeront la question des soins de santé primaire au coeur du débat dans les années 90. Les mesures d'austérité stipulées par les PAS classiques ont entraîné une réduction des dépenses publiques consacrées aux médicaments et aux produits médicaux. Ainsi, l'obtention de crédits budgétaires pour la fourniture de soins de santé primaire sera d'une importance cruciale si l'on veut que les services sanitaires puissent apporter leur contribution potentielle à l'amélioration de la santé, à la productivité et au développement. Ceci nécessite une modification des dépenses consacrées aux services hospitaliers et à la médecine curative afin d'assurer un certain équilibre dans les dépenses ou encore mieux de faire pencher la balance en faveur des soins de santé primaire.

49. L'état de santé ne s'améliorera pas au cours des années 90 si les normes prévalant au cours des années 80 en ce qui concerne l'accès à l'eau potable, l'hygiène publique et l'hygiène personnelle étaient maintenues. Le temps dépensé et les efforts déployés pour aller chercher de l'eau, en particulier par les femmes qui sont les plus nutritionnellement vulnérables pourraient être consacrés aux soins infantiles, aux cultures, à la préparation des aliments, à l'éducation ou à d'autres activités qui pourraient améliorer la santé.

50. La menace voilée de la famine et des pénuries alimentaires a déjà été sentie par certains pays au début de cette décennie. Même si la production alimentaire intérieure augmentait comme prévu, les importations alimentaires doubleraient d'ici la fin des années 90. Certes, la croissance globale de la production pourrait assurer une sécurité alimentaire à long terme pour la région tout entière, néanmoins, cette sécurité pourrait ne pas être réalisée pour chaque pays, un fait qui nécessite des échanges alimentaires entre pays africains. Toutefois, même si l'approvisionnement en vivres s'améliore, la répartition des revenus et de la richesse et la concentration régionale de la production pourraient priver de larges couches de la société du pouvoir d'achat nécessaire pour acheter les denrées de première nécessité. A cet effet, il faudra des améliorations sur le plan des revenus et de l'emploi au cours des années 90.

51. Le problème du chômage se fera sentir avec vigueur au cours des années 90. Un niveau deux fois supérieurs au niveau actuel d'emploi devrait être réalisé d'ici l'an 2020, même si le taux de chômage était réduit de 10% et le taux de croissance démographique ralentissait à 2,75% pour

la période 1990-2020. Ainsi, la création d'emplois pour la population active en croissance rapide doit être un objectif primordial.

52. Le secteur de l'agriculture continuera d'être une source majeure de nouveaux emplois au cours de cette décennie. Cependant, en dépit de la disponibilité d'activités potentielles à forte intensité de main-d'oeuvre dans le secteur de l'agriculture, comme l'horticulture, la laiterie et la sylviculture, il y a des limites à la capacité d'absorption de main-d'oeuvre du secteur.

53. La croissance annuelle projetée de l'emploi rémunéré dans le secteur moderne est très faible. Si les réductions des emplois du secteur public devaient se poursuivre au cours des années 90, en assumant que le secteur aura toujours un effectif pléthorique, le chômage sera gravement accentué. Le choix entre le critère de l'efficacité économique et celui de l'économie politique de l'efficacité sociale déterminera, dans une grande mesure, la contraction ou l'expansion de l'emploi du secteur public dans les années 90.

54. Le secteur non structuré, avec ses multitudes d'activités et de services continuera d'être une importante source d'absorption de main-d'oeuvre dans les années 90. Cependant, étant donné le nombre croissant des nouveaux arrivants sur le marché du travail, la compétition croissante et l'absence de capital et d'expérience chez les nouveaux arrivants, la capacité limitée du secteur non structuré doit être sérieusement prise en considération.

55. Le chômage croissant parmi les jeunes et les diplômés sera une cause primordiale de remous sociaux et politiques durant les années 90. Le coefficient élevé de dépendance et la chute des revenus et des salaires réels engendreront très vite des frustrations, renforceront les ressentiments, favoriseront les attitudes de rébellion au sein de la population de chômeurs et entraîneront la violence sociale et des troubles politiques.

56. Les questions relatives à l'atténuation de la pauvreté et à une meilleure répartition des revenus seront au coeur du développement social au cours des années 90. La crise économique des années 80 a dévié l'attention des programmes relatifs aux besoins fondamentaux et, par conséquent, les stratégies des années 90 doivent s'attaquer à deux besoins fondamentaux : en premier lieu comment rendre les pauvres plus productifs et, en deuxième lieu comment fournir des ressources et des moyens de production aux pauvres, en particulier les femmes. La croissance démographique rapide au cours des années 90 implique que même les objectifs cibles optimistes proposés pour la croissance agricole et industrielle n'entraîneront que des améliorations limitées des niveaux de revenus par habitant. En outre, le niveau accru de l'épargne intérieure signifierait que la consommation par tête demeurerait au même niveau.

57. Etant donné les tendances accusées dans les années 80 par le développement économique et social, la vulnérabilité des groupes marginalisés ne risque pas de s'améliorer considérablement au cours des années 90. Les potentialités, les connaissances, le savoir-faire et l'expérience de ces groupes pourraient être utilisés, de différentes manières, pour promouvoir le processus du développement social au cours de cette décennie. Les femmes, par exemple, assurent entre 60 et 80% de la production alimentaire. Ainsi, toute approche à la crise alimentaire peut difficilement être réaliste si elle ne traite pas la question de la femme, en particulier dans les zones rurales, comme domaine prioritaire dans le programme d'action des années 90. Ceci pourrait être réalisé en encourageant la participation populaire chez les femmes, la fourniture de ressources et la levée des barrières traditionnelles et juridiques qui ont entravé la participation réelle de la femme à la vie sociale et politique.

58. Compte tenu des remous politiques et sociaux en Afrique et de la dégradation persistante de l'environnement, le nombre de réfugiés et de personnes déplacées augmentera durant les années 90. L'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples par les gouvernements africains et leur attachement à la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation et l'application de cette dernière doivent être mis en relief comme les seuls moyens viables de parvenir à une solution permanente à ces deux problèmes chroniques.

59. Etant donné le caractère de la structure par âge de la population africaine d'un côté et les politiques gouvernementales concernant l'emploi salarié d'un autre côté, les jeunes demeureront les principaux victimes du chômage dans les années 90, ce qui signifie un retard encore plus accusé du processus de développement social. Deux questions sont d'une importance critique pour la situation prospective de la jeunesse africaine en ce qui concerne la sensibilisation des gouvernements à ce problème : tout d'abord, la promotion de la participation des jeunes - et leur participation effective - aux possibilités d'emploi indépendant; et en deuxième lieu, la nécessité d'associer les jeunes à la formulation et à la mise en oeuvre de ces programmes grâce à une plus grande participation populaire.

#### VIII. COORDINATION DES POLITIQUES DANS LE SECTEUR SOCIAL

60. La coordination des politiques dans le secteur social est une condition préalable pour toute amélioration de l'état du développement social et ce pour deux raisons :

a) Toutes les questions de développement social examinées dans cette étude sont interdépendantes et se renforcent mutuellement;

b) Une meilleure coordination des stratégies et des programmes assurerait une utilisation plus judicieuse des ressources disponibles, qu'elles proviennent de l'extérieur ou du continent africain.

61. A un niveau une coordination des politiques est requise entre les différentes institutions du secteur social lui-même. Ainsi un domaine prioritaire de coordination des politiques est le point focal où les questions relatives au statut des femmes, principales productrices de vivres, aux enfants, à la santé, à la nutrition et à l'éducation convergent. La planification familiale est par exemple mieux acceptée lorsque la mortalité globale est relativement faible et les niveaux d'instruction relativement élevés. La planification familiale améliore la santé maternelle et infantile grâce à l'espacement des naissances. De même, l'eau potable et l'assainissement sont plus profitables lorsqu'ils vont de pair avec une éducation sanitaire qui améliore l'hygiène et la nutrition, ce qui entraîne de meilleures habitudes alimentaires. L'approvisionnement en eau potable réduit les risques d'infection chez l'enfant et améliore l'état nutritionnel. Il est plus probable que des enfants en meilleure santé fréquenteront l'école et apprendront mieux que des enfants malades et mal nourris. L'éducation à son tour permet aux individus de comprendre les problèmes de santé et de prendre des dispositions en vue de leur prévention et de leur élimination. Ainsi, la coordination des politiques sociales est requise entre les institutions des secteurs de la santé et de l'éducation afin de produire des parents instruits et bien portants qui sont susceptibles d'avoir des enfants instruits et bien portants.

62. A un autre niveau, des politiques sociales efficaces nécessitent également une coordination entre les institutions du secteur social d'un côté et d'autres institutions nationales aux niveaux

central et régional dans chaque pays, d'un autre côté. La coordination de politiques est essentielle aussi bien pour la planification centrale que pour les institutions économiques. Les institutions du secteur social doivent être effectivement incorporées au processus de planification centrale pour assurer un équilibre judicieux entre besoins économiques et besoins sociaux. Les politiques relatives à la satisfaction des besoins fondamentaux tels que l'alimentation, la santé, l'enseignement primaire et l'alphabétisation devraient être étroitement harmonisées avec celles relatives à l'emploi et à la répartition des revenus d'un côté, et les politiques en matière de population concernant la structure et la répartition de la population d'un autre côté. En d'autres termes, les politiques de développement social doivent être formulées et maintenues pour compléter et appuyer les politiques économiques.

63. Une fois de plus, il doit y avoir une communication et une coordination constantes entre les institutions du secteur social et les organismes de planification économique au niveau de la formulation et de la mise en oeuvre des programmes d'action. Les considérations relatives aux politiques sociales doivent constituer un élément essentiel de tous les programmes qui portent par exemple sur les inégalités entre zones urbaines et rurales dans les plans de développement nationaux. Par ailleurs, les institutions sociales doivent être conscientes des implications sociales de toutes les propositions des projets de développement et doivent être à même de prendre les mesures sociales nécessaires pour empêcher ou neutraliser les effets négatifs de tels projets.

64. La prolifération et l'intervention des organismes non gouvernementaux (ONG), tant locaux qu'étrangers, ont constitué une force importante sur la scène sociale en Afrique. Les politiques sociales doivent par conséquent accorder l'attention qu'elle mérite à la participation des ONG aux différents domaines du développement social et coordonner en conséquence les questions de politiques. L'absence de coordination et les attitudes souvent méfiantes des gouvernements africains à l'égard des ONG se sont traduites par un double emploi dans les activités, le gaspillage des ressources financières et par conséquent une régression dans le processus de développement social. La place prééminente qu'ont trouvée les ONG dans les instruments et plans d'action internationaux doit être reflétée au niveau national. Les domaines de coordination entre les institutions du secteur social et les ONG devraient être identifiés pour la formulation aussi bien que pour l'application de politiques sociales appropriées. Ainsi, les ONG doivent avoir accès à l'information sur les questions de développement social, elles doivent être consultées et associées à la prise de décisions qui touchent à leurs activités.

#### IX. MODALITES POUR L'APPLICATION DES POLITIQUES PAR LES INSTITUTIONS DU SECTEUR SOCIAL

65. L'application effective de politiques sociales harmonisées par les institutions du secteur social nécessite la conception et la poursuite d'une intervention à deux niveaux. Une première intervention se fera au niveau macro-national et nécessitera la création de structures institutionnelles pour les projets multisectoriels existant dans chaque pays. L'objectif principal de ces structures est de promouvoir la poursuite d'un développement social démocratique à moyen et long termes. L'objectif de la deuxième intervention, au niveau micro-sectoriel, est de redresser la situation actuelle des sous-secteurs les plus précaires du développement social et de faire en sorte que des couches de la société, auparavant ignorées, soient couvertes.

66. L'application d'une telle stratégie, au-delà du niveau national, nécessiterait le renforcement de la coopération régionale et sous-régionale dans le secteur du développement humain. L'instrument idéal pour cette coordination pourrait être les comités régionaux/sous-régionaux

interinstitutions de formulation et de coordination de programmes, créés sous les auspices de l'OUA et de la CEA pour des initiatives intégrées afin de faire face aux différentes préoccupations d'ordre social. Un certain nombre de domaines peuvent être identifiés pour ces programmes, notamment la santé, l'alphabétisation, l'éducation des adultes, la jeunesse et la participation communautaire et l'emploi. En outre, les organes directeurs ou consultatifs de haut niveau existants devraient être renforcés et redynamisés afin de jouer un rôle plus actif dans la formulation de directives pratiques pour l'application des politiques.

67. Pour assurer une application effective des politiques de développement social, il importe de s'écarter du système vertical et compartimenté établi pour traiter des questions sociales. Ainsi, la réalisation des objectifs de politique sociale doit être fondée sur une participation communautaire réelle aux niveaux local et national. En d'autres termes, elle doit être fondée sur une association véritable et directe entre les institutions sociales publiques et la population, par le biais de leurs différentes organisations politiques et sociales, notamment les ONG locaux, aux niveaux national, local et à celui des collectivités. Dans beaucoup de cas, les ONG ont été des substituts efficaces et réels aux organismes publics pour la fourniture de programmes et projets sociaux. Ceci implique que les gouvernements africains devraient parrainer l'instauration d'un environnement favorable, grâce à la démocratisation et à la décentralisation du processus de prise de décisions, élargir leur base de pouvoir et soutenir vigoureusement les initiatives des collectivités.

68. La coordination entre institutions du secteur social doit se refléter dans l'application de politiques et programmes interdépendants grâce à des activités et entreprises communes, des séminaires, des ateliers et des réunions intersectoriels. Des mécanismes de suivi et d'évaluation intersectoriels devraient également être créés pour assurer un ajustement rapide des politiques et programmes, le cas échéant, ainsi qu'une diffusion et une répétition des expériences réussies.

### TROISIEME PARTIE

#### X. RECOMMANDATIONS QUANT AUX MESURES A PRENDRE

69. Dans la section sur les perspectives, certaines questions de politiques pour les années 90 ont été mises en relief. En outre, le fait que les Etats africains aient reconnu la crise économique et sociale du continent et qu'un consensus se dégage quant à leur diagnostic et aux remèdes prescrits fait qu'on ne peut faire de recommandations originales en ce qui concerne les principes d'action. Ainsi, l'application et la mise en oeuvre vigoureuses de ces stratégies et plans d'action détaillés entraîneront une amélioration considérable de l'état du développement social dans les années 90. Il s'agit notamment du Plan d'action de Lagos (1980), du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1985), du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986), du Plan d'action régional en faveur de la jeunesse (1983), des Stratégies d'Arusha pour la promotion de la femme en Afrique (1984), des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme (1985), de la Charte sur le développement de la santé dans la région africaine (1979), de la Déclaration d'Abuja (1987), de la Déclaration de Khartoum : vers une approche du redressement socio-économique et du développement centrés sur l'homme (1988) et de la Charte africaine de la participation populaire au développement et à la transformation (1990).

70. Ainsi, les gouvernements devraient être persuadés de s'engager réellement à faire du facteur social et humain un élément à part entière de la planification du développement et de la formulation de politiques. En conséquence, les plans et politiques doivent intégrer l'élément "développement

social" et s'occuper des groupes vulnérables de la société en assurant l'équité, la justice sociale et la participation populaire.

71. La recherche sur les différents aspects du développement social doit être encouragée par les institutions du secteur social, grâce au renforcement des capacités des institutions de recherche sociale et des bureaux de recensement comme conditions préalables pour une collecte systématique de données, étude et analyse des questions sociales importantes ainsi que pour le suivi, l'évaluation et l'examen des politiques.

72. Des allocations budgétaires suffisantes devraient être accordées aux secteurs sociaux, ces allocations étant considérées comme des investissements à effet multiplicateur sur le développement humain. Les réformes du système de l'enseignement doivent mettre l'accent sur la relation entre l'éducation d'un côté et l'environnement socio-économique et la production de l'autre côté et devraient introduire des éléments appropriés, tels que l'alimentation, la santé, l'environnement, la sécheresse, la désertification, la sylviculture et la gestion du bétail, etc.. Les efforts nationaux et les efforts de coopération régionale doivent être coordonnés en vue d'assurer a) l'enseignement primaire universel dans les pays économiquement pauvres et de mettre au point des programmes d'enseignement fondamental qui ne nécessitent ni capitaux, ni technologie, ni assistance intensive, mais uniquement un soutien budgétaire à long terme; b) un niveau satisfaisant en ce qui concerne la qualité et la pertinence de l'enseignement primaire. Les expériences fondées sur la participation des familles, des collectivités locales et des ONG pour mieux adapter et améliorer la qualité de l'enseignement pourraient être partagées entre pays. Le secteur de l'enseignement devrait formuler des programmes pour satisfaire les besoins fondamentaux en matière d'enseignement des groupes défavorisés, des jeunes et des adultes en dehors du système scolaire n'ayant que peu voire pas d'accès aux possibilités d'enseignement fondamental. Tous les partenaires peuvent partager leurs expériences en matière de formulation et de mise en œuvre de mesures et d'activités novatrices et consacrer leurs ressources financières à l'enseignement fondamental destiné à des catégories et groupes spécifiques (par exemple les femmes, les indigents ruraux, les personnes handicapées) afin d'améliorer de manière significative les possibilités et les conditions d'enseignement qui leur sont offertes. Les réformes de politiques sanitaires devraient commencer par une évaluation des priorités en ce qui concerne l'orientation du système de santé publique et la nécessité d'élargir la couverture des services pour atteindre la majorité de la population qui vit dans les zones rurales éloignées. Le développement des soins de santé primaires qui nécessite la participation effective des collectivités est la seule solution de remplacement aux soins de santé curatifs. Les institutions du secteur de la santé doivent étroitement coordonner leurs efforts avec ceux des ONG travaillant dans le domaine des soins de santé primaires. Les collectivités doivent également être consultées et encouragées à participer à la définition de leurs priorités ainsi qu'à la formulation et la fourniture de programmes de soins de santé.

73. Le secteur de la santé devrait entreprendre des campagnes massives pour informer le public, en particulier les femmes, de l'importance de régimes alimentaires équilibrés, de la valeur de l'allaitement naturel et des besoins de l'enfant au moment du sevrage et après. Outre ces campagnes d'information, d'autres ressources seront nécessaires telles que l'alimentation riche en calories pour enfants pour rendre inutile la prise de repas supplémentaires et permettre aux femmes d'économiser leur temps. Le secteur de la santé devrait également lancer des programmes d'alimentation directe pour les enfants mal nourris. Une des priorités majeures pour les années 90 doit être la transformation du secteur de l'agriculture en Afrique en vue d'améliorer la sécurité alimentaire et entamer résolument le processus de développement fondamental.

74. Compte tenu de la contraction de l'emploi salarié dans le secteur moderne et des perspectives limitées pour les grandes industries à forte intensité de main-d'oeuvre, les gouvernements doivent stimuler l'emploi dans les moyennes entreprises en encourageant l'investissement dans les industries manufacturières simples telles que l'ameublement, l'habillement et les articles ménagers.

75. Les gouvernements doivent également exploiter les possibilités d'emploi que renferme le secteur de l'agriculture, en particulier, dans les activités à forte intensité de main-d'oeuvre comme l'horticulture, la laiterie et la sylviculture. De même, des efforts doivent être déployés pour promouvoir les possibilités d'emploi dans le secteur non structuré urbain avec la création d'un environnement propice au développement de l'emploi indépendant et des perspectives de génération de revenus.

76. La législation salariale doit être adaptée pour tenir compte de l'inflation galopante et de la hausse des cours des produits de base d'un côté et de la baisse des salaires et revenus réels de l'autre. Ceci devrait aller de pair avec la formulation de politiques systématiques de mise à la retraite qui garantiraient une sécurité sociale après le service.

77. Pour alléger le fardeau croissant du chômage et de la déflation des travailleurs qui pèse sur les arrangements en matière de sécurité sociale, des principes d'action doivent être définis pour aider les chômeurs et les travailleurs déflatés grâce à : a) la création de mécanismes visant à favoriser la promotion de la femme et de la jeunesse, b) la formation en cours d'emploi et l'emploi des travailleurs déflatés, c) la promotion de programmes de travaux publics à forte intensité de main-d'oeuvre, du crédit et des mécanismes de génération de revenus pour les femmes et les petits agriculteurs dans les zones les plus défavorisées, d) la formulation de programmes d'apprentissage pour les services de formation et d'appui à l'auto-emploi.

78. Des programmes d'éducation à l'intention des femmes et des filles devraient être formulés pour éliminer les barrières sociales et culturelles qui ont défavorisé les femmes et les filles ou qui les ont même empêchées de tirer profit des programmes ordinaires d'enseignement ainsi que pour promouvoir l'égalité dans tous les aspects de leur vie.

79. Le sort des réfugiés et des personnes déplacées ne pourrait être résolu de manière permanente que si les gouvernements africains appliquent des politiques qui assureraient : a) le développement égal des différentes régions de chaque pays, b) la répartition équitable de la richesse nationale, c) une part égale du pouvoir politique pour les différents groupes socio-économiques et ethniques de la société.

80. Etant donné que le problème des réfugiés ne peut se circonscrire aux frontières nationales, une approche sous-régionale et régionale devrait être adoptée en vue d'y faire face. Les pays d'accueil et les pays d'origine doivent coopérer dans l'exécution de projets de développement visant à rendre les réfugiés productifs et utiles à leur pays d'accueil ainsi qu'à leur pays d'origine, une fois rapatriés.

81. Les jeunes devraient être considérés comme un des groupes cibles les plus importants d'une stratégie de développement équitable axée sur l'emploi. Ainsi, les principes d'action sociale doivent être axés sur le chômage croissant des jeunes. Des efforts spéciaux doivent être déployés pour intégrer la jeunesse, souvent élevée dans la pauvreté, à la vie économique en brisant le cycle de dépendance et en fournissant des possibilités de formation. Beaucoup d'attention devrait être

accordée à la formation des jeunes, en comptant sur l'assistance tant des organismes officiels que des organismes bénévoles. En outre, des programmes de formation devraient être élaborés de manière à promouvoir les activités basées sur la participation des jeunes.

82. Compte tenu du fardeau de plus en plus lourd qui pèse sur les familles pauvres et de l'adoption de différentes stratégies de survie, en réponse aux pressions économiques, l'attention dans les politiques devrait être accordée sans réserve aux stratégies de survie qui mettent l'accent sur la croissance de l'emploi et la productivité du petit secteur manufacturier non structuré; l'appui aux collectivités pour la production indépendante et l'échange de vivres, l'habitat et les services destinés aux collectivités; et sur les efforts collectifs accrus en vue de satisfaire les besoins fondamentaux.

## XI. RESUME ET CONCLUSIONS

83. Dans la première partie de cette étude, on a examiné l'état du développement social en Afrique dans les années 80, en mettant en exergue les principales caractéristiques de ce développement, dans le contexte d'une crise socio-économique persistante qu'a traversée le continent, en particulier au cours de la décennie passée. Ainsi, alors que le continent devait en fait faire face à ces problèmes redoutables, il enregistrait également des taux de croissance respectables, quoiqu'irréguliers en matière de production ainsi que des progrès dans les secteurs de l'enseignement, de la santé et d'autres secteurs sociaux. Cependant, ces progrès ont été de courte durée et ont été rapidement interrompus. En raison d'un certain nombre de facteurs, la scène économique a commencé à présenter des signes préoccupants de telle manière qu'à la fin des années 80, il était devenu courant de parler d'une crise. Au milieu des années 80, des catastrophes intérieures naturelles et artificielles, conjuguées à la récession économique mondiale ont anéanti les espoirs et les aspirations de la période suivant immédiatement les accessions à l'indépendance.

84. Les gouvernements africains ont réagi à la crise en adoptant des mesures financières draconiennes dans le cadre des PAS parrainés par le FMI et la Banque mondiale : ces derniers ont eu des effets désastreux sur le processus de développement social en Afrique. Ainsi, les années 80 ont vu une détérioration constante des conditions sociales de la plupart des populations africaines ainsi qu'un renversement du progrès social qui avait été réalisé pendant les 15 premières années de l'après-indépendance.

85. Reconnaisant l'ampleur de la crise africaine, les gouvernements africains, les organisations régionales et les institutions spécialisées des Nations Unies ont déployé des efforts louables pour trouver des solutions concrètes. Ainsi, des stratégies et plans d'action détaillés sur des questions spéciales ont été formulés depuis 1980. Bien que les domaines identifiés dans ces documents en vue d'une action prioritaire reflètent une prise de conscience de la dimension sociale de la crise, il existe néanmoins une préoccupation prédominante devant les questions économiques au détriment des préoccupations sociales pour lesquelles il avait fallu attendre la Déclaration de Khartoum : vers une approche du redressement socio-économique et du développement en Afrique centrés sur l'homme. En outre, le Cadre africain de référence pour les programmes d'ajustement structurel en vue du redressement et de la transformation socio-économiques (CARPAS) a été formulé en 1989 pour corriger les conséquences négatives des programmes classiques sur le processus de développement social du continent.

86. Dans la deuxième partie de l'étude, on a constaté que toute amélioration considérable recherchée dans l'état du développement social au cours des années 90 sera fonction de la mise en

oeuvre par les gouvernements africains des différents stratégies et plans d'action vis-à-vis desquels ils s'étaient déjà engagés. Cependant, une définition plus claire du concept de développement social et son élévation à une position centrale dans ces stratégies et plans d'action sont d'une nécessité impérieuse.

87. A cet effet, on a fermement souligné, dans l'étude, la nécessité d'une coordination des politiques entre les différentes institutions du secteur social aux niveaux national, régional et sous-régional, en vue d'une application plus efficace des politiques sociales. On a par ailleurs préconisé la nécessité d'une coordination entre les institutions du secteur social d'un côté et les organismes de planification nationale et les organismes économiques de l'autre.

88. Dans la troisième partie de l'étude, il a été reconnu que les recommandations contenues dans les stratégies africaines de redressement et dans les plans d'action ne peuvent pas revêtir un caractère peu original à cet égard. Toutefois, un certain nombre de recommandations quant aux principes d'action et aux actions pratiques en ce qui concerne les différents aspects du développement social ont été mises en relief.